Laurent Mucchielli (1968 -)

sociologue et historien de formation, est chargé de recherche au CNRS
et directeur du Centre de recherche sociologique sur le Droit et les institutions pénales au CNRS
(1999)

“Expertise ou supercherie sur les «violences urbaines»?”

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: jean-marie_tremblay@uqac.ca

Site web pédagogique : <http://www.uqac.ca/jmt-sociologue/>

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"

Site web: http://www.uqac.ca/Classiques_des_sciences_sociales/

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de l'article de :

Laurent Mucchielli,

"Expertise ou supercherie sur les « violences urbaines » ?"

À propos du livre de Alain Bauer & Xavier Raufer, *Violences et insécurités urbaines*, Paris, Presses Universitaires de France (Que Sais-Je?),

[Autorisation formelle accordée, le 8 septembre 2005, par M. Laurent Mucchielli, sociologue et historien de formation, chargé de recherche au CNRS et directeur du Centre de recherche sociologique sur le Droit et les institutions pénales au CNRS.]

Site web : <http://laurent.mucchielli.free.fr/>

Courriels: laurent.mucchielli@wanadoo.fr ou mucchielli@cesdip.com

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les citations : Times New Roman 12 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2004 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format
LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition complétée le 9 janvier 2006 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, province de Québec.

Laurent Mucchielli (2001)
"Expertise ou supercherie sur les « violences urbaines » ?"

À propos du livre de Alain Bauer & Xavier Raufer, *Violences et insécurités urbaines*, Paris, Presses Universitaires de France (Que-Sais-Je ?), 1998.

(texte publié en 1999 sur le site <http://laurent.mucchielli.free.fr>)

Avec ce petit livre publié dans une collection bien connue, MM. Bauer et Raufer (respectivement PDG d'une société privée de "conseil en sûreté urbaine" et chargé de cours à l'université Paris II) affichent une grande ambition : "il manquait à l'opinion, aux médias, à la classe politique un document concret, clair, bref, un livre qui allierait à la description froide de la situation, la présentation détaillée des méthodes efficaces pour tenter de maîtriser les violences urbaines" (p. 6). Mais en réalité leur propos a aussi des visées politiques puisqu'il s'agit de réaliser une prise de conscience face à de nombreuses années d' "aveuglement idéologique" et de "pieuses intentions", les auteurs désignant par là les politiques de prévention mises en œuvre depuis 1982 à l'initiative de la gauche (p. 4-5). Or, ce serait précisément depuis ce moment que la situation se serait dramatiquement aggravée : extension géographique de la violence, précocité, récurrence et violence accrues des délinquants (p. 4). Enfin, cette aggravation générale serait à relier à l'immigration (p. 5, 30).

Les enjeux généraux posés, reste à évaluer l'expertise dont se réclament les auteurs, notamment l'expertise statistique : "le diagnostic précis et étayé que nous proposons ci-après s'appuie sur l'observation clinique de centaines de données vérifiées et minutieusement recoupées [qu'est-ce qu'une observation clinique de statistiques ?]. Ces données proviennent elles-mêmes de sources multiples (instances de répression, ministères divers, centres de recherche universitaires, régions et municipalités, sociétés d'assurance, etc.), de façon à ce qu'elles se corrigent et se complètent les unes les autres" (pp. 6-7). D'emblée, on peut dire que cette phrase constitue une aberration méthodologique. Des sources aussi différentes ne sauraient en aucun cas "se corriger et se compléter les unes les autres" pour la raison qu'elles ne procèdent pas des mêmes bases ni des mêmes modes de calculs. Ce que trahit en réalité un tel raisonnement, c'est le fait que les auteurs n'hésiteront sans doute pas à piocher ici ou là, dans des statistiques de provenances variées, les chiffres qui sembleront le plus justifier les interprétations qu'ils veulent faire passer auprès du lecteur. De fait, c'est bien ce qui se produit tout au long du livre. Voici quelques exemples.

Dès la première affirmation du livre, on est interloqué : "toutes les données disponibles montrent que, depuis 1982, la criminalité s'est enracinée dans plusieurs centaines de quartiers urbains et périurbains de la France métropolitaine. Des zones où, souvent sans partage, règnent des délinquants toujours plus jeunes, toujours plus violents et toujours plus récidivistes " (p. 4). En effet, les seules "données disponibles" sur la délinquance, de façon constante et durant cette période, sont les statistiques de police et de justice. Or, *primo*, ces données ne montrent pas de rupture de tendance en 1982. Ainsi que chacun peut le lire dans le recueil de statistiques publié chaque année par le ministère de l'intérieur, la courbe des faits constatés indique une forte poussée durant les années 70 et jusqu'en 1984, puis une baisse entre 1984 et 1988, et de nouveau une hausse à partir de 1988. Dès lors, pourquoi donc écrire qu'un changement massif a lieu en 1982, sinon peut-être pour laisser entendre que ce changement négatif est du à l'arrivée de la gauche au pouvoir... ? *Secundo*, ces statistiques ne permettent pas de dire que les délinquants sont "toujours plus jeunes". Elles distinguent les majeurs des mineurs, c'est tout. Et si la part des mineurs dans la délinquance enregistrée augmente, c'est seulement depuis... 1993, et non de 1982. Quant à savoir, *tertio*, si ces mineurs sont "toujours plus violents", il faudrait pour cela regarder le détail de cette

hausse de la part des mineurs, infraction par infraction ¹. Or, ce qu'un tel examen montre, c'est que les plus fortes hausses concernent la plupart des vols, l'usage, l'usage/revente et le trafic de drogue (on rappellera qu'il s'agit essentiellement de cannabis), les destructions et dégradations de biens privés et surtout publics, les outrages et violences à agents de la force publique et le port et la détention d'armes prohibés. Certes, les homicides, coups et blessures volontaires ainsi que les viols augmentent également en chiffres bruts, mais cette augmentation n'est pas spécifique aux mineurs : elle a lieu également chez les majeurs. Dès lors, il est bien difficile d'étayer l'idée de délinquants "toujours plus jeunes et toujours plus violents". Ce thème constitue certes le fond de commerce de la presse à sensation ("Le chef de la bande avait 12 ans !", etc.), mais on attendait autre chose d'un ouvrage prétendant offrir un "diagnostic précis et étayé".

Dès la page suivante (page 5), on entrevoit à nouveau la façon dont les auteurs biaisent la présentation des données pour asseoir leur interprétation. Ils citent un sondage d'opinion paru dans *Le Figaro* "avant les élections législatives de juin 1997" (pourquoi ne pas donner la date exacte?) :

" Parmi ces divers thèmes, quels sont ceux dont devrait s'occuper en priorité la majorité RPR-UDF ?" :

- *lutte contre l'immigration clandestine, 47 % ;*
- *lutte contre l'insécurité, 43 %.*

Notons que ces deux thèmes étaient clairement placés en tête d'une série de dix réformes possibles"

En apparence, des "faits clairs et précis". En réalité, dans le contexte, une liaison suggérée entre immigration clandestine et insécurité, puisque la première note de la même page loue le "réalisme nouveau des médias" qui n'hésitent plus à évoquer les "facteurs sociaux *mais aussi ethniques*" de l'insécurité. De fait, si les deux choses n'avaient rien à voir, pourquoi donner le premier chiffre ? Et quelles étaient les autres propositions de

¹ cf. B. Aubusson de Cavarlay: La place des mineurs dans la délinquance enregistrée, *Les cahiers de la sécurité intérieure*, 1997, 29, p. 17-38.

réforme ? La page suivante donne un autre sondage où la préoccupation du chômage arrive en tête ; dès lors pourquoi la lutte contre le chômage n'était-elle pas citée dans le premier sondage ? Est-ce parce qu'il concernait seulement les électeurs RPR et UDF ? On voit que, loin de parler d'elle-même, la présentation des faits pose en réalité plus de questions qu'elle n'en résout parce qu'elle n'est jamais précise et complète.

Pages 9-10, présentant les "caractéristiques communes des 'quartiers sensibles' de la France métropolitaine", on lit : "Toxicomanie touchant parfois jusqu'au tiers des adolescents, les victimes étant souvent elles-mêmes d'origine africaine ou maghrébine". Ce passage vise à établir une liaison entre Drogue et Immigration mais ne constitue en aucun cas un "fait clair et précis". En effet, de quelle toxicomanie s'agit-il ? Drogue dure ou haschich ? Cela n'a rien à voir dans la réalité, "sur le terrain" comme diraient les auteurs (qui ne semblent pas en réalité s'être déplacés dans les quartiers dont ils parlent). Ensuite, le terme "souvent" est tout sauf précis. Dans quelle proportion exacte les jeunes d'origine africaine (rappelons que le Maghreb fait partie de l'Afrique) se droguent-ils dans ces quartiers ? Ensuite, combien sont-ils proportionnellement dans ces quartiers ? Si on ne le dit pas, on ne peut pas savoir s'ils se droguent plus que les jeunes d'origine française. Et les chiffres donnés dans les lignes et les pages qui suivent ne font qu'introduire encore davantage de confusion puisque l'on apprend d'abord que les écoles et collèges de ces quartiers "comptent de 30 à 80 % d'enfants issus de familles non francophones" (p. 10), ensuite que 17,6 % des habitants de ces quartiers sont de langue maternelle étrangère (p. 11), enfin que "partant des statistiques disponibles, Délégation interministérielle à la ville, forces nationales de police, offices HLM, etc., estiment que [...] les 'quartiers sensibles' proprement dits regroupent en moyenne 40 % d'étrangers" (p. 13). Nous vérifions ici le fait que, le premier chiffre étant issu des RG, le second de l'INSEE et le troisième d'une sorte de moyenne entre des données inconnues d'organismes officiels qui n'ont rien à voir entre eux, des sources aussi différentes ne peuvent en aucune manière "se corriger et se compléter les unes les autres" comme le prétendent les auteurs.

Un exemple plus flagrant encore de manipulation du lecteur est donné page 23 avec le tableau VII dont la légende est la suivante : "Quartiers sensibles où se produisent des violences spécifiques (émeutes, etc.) visant à protéger le commerce des stupéfiants, 1993-1997". En réalité, c'est cette

légende qui est quelque peu stupéfiante. En effet, la démarche impartiale dont se réclament les auteurs consisterait à donner des chiffres puis à les interpréter de façon réflexive. Or ici, la légende du tableau donne directement l'interprétation en disant que les émeutes visent à protéger le trafic de drogue. Dès lors, plus besoin de discussion sur les motivations des émeutiers, les chiffres se mettent à parler d'eux-mêmes et le lecteur est censé être effrayé par une évolution à sens unique et univoque. Les émeutes sont le fait des trafiquants de drogue qui veulent éloigner la police de leur activité, un point c'est tout (*cf.* aussi pp. 59-60). Comme tout devient plus simple lorsque l'on procède ainsi !

Arrêtons-là une série d'exemples qui pourrait se poursuivre longtemps et venons-en plus en détail à l'analyse des sources prétendument "scientifiques" utilisées tout au long de ce livre.

Quant aux sources statistiques, la principale est produite par la section "Villes et banlieues" des Renseignements Généraux (RG), dirigée par la commissaire L. Bui-Trong. Or ceci pose de nombreux problèmes. En effet, tandis que les statistiques de police ordinaires traitent de l'ensemble de la délinquance et de la criminalité constatées sur le territoire national au moyen d'une grille d'analyse unifiée depuis 1972, les statistiques des RG sont toutes récentes et ne sont unifiées ni dans leur base ni dans leur mode de calcul. C'est en 1991 qu'est née cette nouvelle section, avec pour mission *l'anticipation des émeutes*. De fait, elle va rapidement établir une cartographie des "quartiers sensibles" et tenter d'y mesurer l'ampleur des "violences urbaines" à travers une "grille d'évaluation" qui, en réalité, s'intéresse avant tout à l'ampleur des difficultés que rencontre la police dans ces quartiers ². En l'espace de quelques années, les chiffres fournis par cette section vont indiquer une aggravation continue de la situation. Et c'est la raison pour laquelle ils intéressent tant Bauer et Raufer (p. 20-26). Mais ces chiffres sont-ils crédibles ? Rien n'est moins sûr. *Primo*, la base de calcul n'est pas stable dans le temps (le nombre de quartiers enquêtés a triplé depuis la création de la section des RG). *Secundo*, on doit se demander si cette hausse ne reflète pas avant tout l'effet naturel d'aggravation continu propre à tout nouvel instrument de mesure dans les années qui suivent sa mise en place. L. Bui Trong l'a du reste implicite-

² L. Bui-Trong, L'insécurité des quartiers sensibles : une échelle d'évaluation, *Les cahiers de la sécurité intérieure*, 1993, 14, p. 235-247.

ment reconnu ³. On mesure par exemple le poids du simple nombre de fonctionnaires mobilisables pour la collecte des données, nombre qui influe à la fois sur la quantité de faits relevés et sur leur localisation géographique. Et dans la mesure où la commissaire annonce dans ce texte le recrutement d'une quarantaine de nouveaux agents, on peut déjà prévoir que les statistiques témoigneront d'une dégradation dans les années qui suivent...

Quant aux sources d'interprétation psychosociologique, les auteurs insistent sur l'inquiétante désocialisation des nouveaux délinquants : "Pour la plupart, ni l'école qu'ils fréquentent peu, ni des parents souvent démissionnaires, n'ont pu les doter d'une grille de référence leur permettant de distinguer l'autorisé du toléré et de l'interdit. Enfin, ces adolescents ne sont pas préparés psychologiquement aux sanctions prévues en cas de transgression des interdits – si tant est que la société se décide à les appliquer" (p. 27). Il s'agirait ainsi de jeunes "sans repères, ni moraux, ni sociaux, ni civiques". Sur quoi reposent de telles interprétations psychologisantes ? Hélas apparemment sur l'intuition personnelle des auteurs, alimentée par la lecture des faits divers de la presse d'information générale, en particulier deux quotidiens qui font leur miel du thème de l'insécurité et des faits divers s'y rapportant : *Le Figaro* et *Le Parisien*. A aucun moment, les auteurs ne font référence à des travaux sociologiques ou psychologiques. La description empruntée aux faits divers est censée là encore "parler d'elle-même". Ainsi : "Dans les cités chaudes de Grenoble, on trouve désormais des bandes agressives dont les membres ont de 8 à 10 ans - de véritables gangs d'enfants, protégés en sus par une efficace loi du silence" (p. 28). Qu'importe aux auteurs la lecture, par exemple, des deux volumes des actes du 29^{ème} congrès de l'Association Française de Criminologie, consacrés à "Délinquance et précocité" (édités en 1995). Il est en effet incomparablement plus rapide de recopier un fait divers raconté dans *Le Figaro* du 8 mars 1997... A tel point, qu'on se demande du reste ce que vient faire la bibliographie (pourtant déjà bien pauvre) qui figure à la fin du livre. Dans la plupart des cas, elle est en effet purement formelle, les auteurs n'ayant pas ouvert les ouvrages qu'ils citent. Ainsi, s'ils avaient vraiment lu le livre mentionné sur les statistiques de la délin-

³ Sur quelques secrets de fabrication... Entretien avec Lucienne Bui Trong, *Les cahiers de la sécurité intérieure*, 1998, 33, p. 225-233.

quance ⁴, ils n'auraient pas commis les erreurs méthodologiques que nous avons relevées... Plus amusant encore : on se demande bien pourquoi les auteurs citent *Surveiller et punir* de Foucault ! Et la liste est longue : pourquoi citer les travaux de C. Bachmann, H. Lagrange ou encore S Roché puisqu'ils ne sont jamais utilisés dans le texte ? La raison est sans doute qu'il ne s'agit que de poudre aux yeux, d'une pseudo-caution universitaire qui ne doit pas tromper le lecteur. En réalité, le livre de Bauer est Raufer repose fondamentalement sur deux pieds : des documents administratifs d'un côté (surtout ceux qu'élaborent les RG), des coupures de presse de l'autre (surtout les faits divers et surtout la presse sécuritaire). Autant dire que, du point de vue scientifique, ce livre est quasiment nul et non avenu. Et nous ne nous en réjouissons pas car il s'agit d'un manuel (d'une collection qui n'est manifestement plus ce qu'elle était) certainement consulté par de nombreux lecteurs n'ayant pas les connaissances suffisantes pour en faire la critique méthodologique.

⁴ Ph. Robert, B. Aubusson de Cavarlay, M.-L. Pottier, P. Tournier, *Les comptes du crime. Les délinquances en France et leurs mesures*, Paris, l'Harmattan, 1994.